

D É C R E T

N.° 540.

D E L A

CONVENTION NATIONALE,

Du 9 mars 1793, l'an second de la république Française,

Relatif aux Commis des Postes.

LA CONVENTION NATIONALE informée que les commis des postes se sont rendus à leurs sections; considérant qu'il importe à la tranquillité publique que le départ des courriers ne soit pas interrompu;

Décète que les employés aux bureaux des postes se rendront à l'instant à leurs fonctions, sauf à retourner à leurs sections lorsqu'ils les auront remplies.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la Convention nationale. A Paris, ce 9 mars 1793, l'an second de la république Française. Signé BRÉARD, ex-président; L. B. GUYTON, J. JULIEN de Toulouse, & MAX. ISNARD, secrétaires.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs & Tribunaux, que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs

Cor
Sols
Frc
10330
no. 17

départemens & ressorts respectifs; en foi de quoi nous y avons
apposé notre signature & le sceau de la république. A Paris,
le neuvième jour du mois de mars mil sept cent quatre-
vingt-treize, l'an second de la république Française.
Signé BEURNONVILLE. *Contresigné* GARAT. Et scellée
du sceau de la république.

Certifié conforme à l'original.

A P A R I S,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXÉCUTIVE DU LOUVRE.

M. DCC. XCIII.



